

## > La police à la source

Une semaine d'affrontements aux Mureaux... du côté de la police c'est toujours la même rengaine par la voix des syndicats : feindre l'inquiétude et renforcer la stigmatisation des habitants des quartiers populaires. Dans la presse de vagues allusions reliant les évènements à la mort d'un jeune habitant du quartier des Musiciens (dont ils se sont cependant empressés de salir la réputation) tué sur l'A4 lors d'une course-poursuite avec la police. De même qu'ils invoquent à peine l'origine d'autres affrontements à Mantes-la-Jolie ; ne seraient-ils pas liés à une interpellation musclée ? On peut faire confiance à la police, elle n'élucidera pas la nature de ces liens qui la mettent tous en cause. Ce serait se tirer une balle dans le pied et oublier l'essentiel qui est pour elle de poursuivre la répression dans ces quartiers. D'ailleurs, aux Mureaux cette affaire a déjà permis 8 interpellations dont celle d'un adolescent de 14 ans gardé à vue et mis en examen.

## > Bas les pattes devant Domota

La lutte unie et radicale du peuple guadeloupéen fait mal à l'Etat colonialiste français. Une action judiciaire est lancée contre Elie Domota pour « incitation à la haine raciale » ! Pétition à signer sur [http://ugtg.org/article\\_802.html](http://ugtg.org/article_802.html) : « *Nous soussigné-e-s..., déclarons tout comme le porte-parole du LKP, Elie DOMOTA: "Tous ceux qui refuseront d'appliquer l'Accord devront quitter la Guadeloupe... Jamais nous n'accepterons qu'une bande de békés rétablisse l'esclavage en Guadeloupe..."* »

<http://resistons.lautre.net/>

informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité, réflexions, témoignages, mobilisations...

## > 4 mois avec sursis pour les flics, un an de taule sans jugement pour Adama

Trois policiers ont été condamnés jeudi à Nantes à quatre mois de prison avec sursis, après avoir été reconnus coupables de « faux témoignage » et de « délaissement » après la mort, le 23/11/06, de Taoufik el-Amri. Cet ouvrier tunisien avait été retrouvé noyé dans le canal Saint-Félix à Nantes alors que les policiers l'auraient selon eux laissé repartir en état d'ivresse. Sur les murs de Villiers-le-Bel, on trouve des inscriptions comme « justice pour Larhamy et Mushin » renversés par une voiture de police en novembre 2007, on voit apparaître aujourd'hui aussi « justice pour Adama ». Il est une des personnes qui sont accusées, sur la base de la dénonciation anonyme, d'avoir tiré sur les CRS au cours des émeutes qui ont répondu à ces morts. Cela fait plus d'un an qu'ils sont détenus sans preuves, en attendant leurs procès. Toutes les vies n'ont pas la même valeur dans la République.

## > Tjr tendu sur le visage d'un lycéen en Corse... la rue répond

Plongé pour plusieurs jours dans le coma, mâchoire doublement fracturée, infection pulmonaire, œdème cérébral, tel est le prix qu'a eu à payer ce jeune de 14 ans pour avoir crié son indignation, le 30 mars lors d'une manifestation contre la condamnation d'Yvan Colonna. La réponse des flics : un tir tendu de grenade à bout portant – 5 mètres environ – qui a heurté son visage. La préfecture a promis une enquête. Mais les manifestants ne croient pas aux baratins des « autorités »... Samedi 4 avril à Bastia plusieurs milliers de manifestants ont protesté contre les violences policières avec des banderoles « basta a repressione » et « vive la violence politique ». La manif s'est transformée en une véritable émeute. Le centre-ville de Bastia a été ravagé : banques, poste, hôtel de ville incendiés par des émeutiers organisés. Trois CRS grièvement blessés, personne n'a été arrêté.

# RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°74 - avril 2009

Recevoir ce bulletin par Internet : [resistons\\_ensemble@yahoo.com](mailto:resistons_ensemble@yahoo.com). Site internet : <http://resistons.lautre.net/>

Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

## Sauvons quelle recherche ?

Encore une fois la grève partielle dans l'enseignement supérieur ne questionne ni le financement ni la fonction de la recherche publique. Or il n'y a ni science pure ni technologie neutre. Alors, un instant au moins, sortons la tête du flux incessant de l'actualité et de la répression. Les recherches scientifiques dépendent des industriels et armées qui crachent le fric pour défendre leurs intérêts : faire du fric, sophistiquer l'armement, développer des technologies de surveillance toujours reconverties dans le « civil » (seuls quelques chercheurs désertent malgré la soumission générale).

Par exemple, Israël, pour préserver et accroître sa suprématie régionale, investit lourdement dans des systèmes nourris de bio et nanotechnologies (manipulation et transformation de la matière au niveau de l'atome). Entre autres bijoux : surveillance de Gaza par des caméras couplées à la biométrie pour la reconnaissance faciale, fournies par la société étasunienne Visionics. Et depuis 2006 divers chantiers : drones « mâles » par EADS et l'Israeli Aircraft Industries ; « frelon bionique » : minuscule robot capable de pister, détecter et tuer une cible dans des zones difficiles d'accès ; nano-armes (habits décuplant la force des soldats, revêtements de particules résistant aux armes automatiques

et roquettes anti-chars)... Probablement des armes pour contrer et s'adapter aux guérillas urbaines à venir dans les dédales de rues des quartiers pauvres de par le monde.

Pour le collectif grenoblois *Pièces et Main d'Œuvre*, contrôle et asservissement des populations passent par un maillage d'associations entre chercheurs, entreprises et États. À Toulouse par exemple, le Laboratoire d'architecture et d'analyse des systèmes « *transfère ses connaissances vers les industries et l'armée. Il a même créé un "Club des affiliés" pour donner aux "décideurs de la région" un "accès privilégié aux avancées scientifiques réalisées au Laas". [...] Se croisent entre autres [...] Thalès, EADS, Total, le CNES ou la Chambre de Commerce et d'Industrie du Gers. [Ce club] est partenaire du Gixel, le lobby des industries numériques célèbre pour son Livre Bleu et ses recommandations en faveur de la biométrie "dès le plus jeune âge" ; et du Pôle Traçabilité de Valence, qui travaille à la dissémination des mouchards RFID partout sur la planète.* »

Ainsi, d'une part la politique sécuritaire est bien plus une lame de fond tentaculaire qu'un travers du gouvernement français actuel, d'autre part on ne peut condamner les bombardements sur Gaza sans se retourner contre les créateurs de mort d'ici, et vice versa.

Infos et réflexions sur [www.piecesetmaindoeuvre.com](http://www.piecesetmaindoeuvre.com).

## ➤ CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

### Le manège de l'État

Suite de la procédure antiterroriste autour de la « mouvance francilienne », construction médiatico-policière. Après Isa en février, Damien a été libéré sous contrôle judiciaire le 27 mars, après 7 mois de préventive. Après Bruno en juin, et 10 mois de « liberté provisoire », Ivan a préféré la cavale à la convocation du juge d'instruction le 11 mars pour violation de son contrôle judiciaire. Sans preuve avancée, il aurait été vu dans des manif parlant avec Farid. Ce dernier s'est lui rendu à cette convocation en connaissance de cause et a été réincarcéré à la Santé (voir ses deux lettres publiques sur [lille.indymedia.org](http://lille.indymedia.org)). Gageons que ce va-et-vient orchestré par l'Etat vise à participer à l'accaparement des énergies par la spirale infinie de la répression.

Quant à Amadou Aw, incarcéré à Villepinte depuis 9 mois pour avoir mordu un doigt policier en refusant son expulsion (voir RE n°73), il a été libéré mi-mars.

### Action directe

Une cinquantaine de jeunes cagoulés a dévasté le centre d'Athènes le 13 mars, en plein après-midi, parmi la foule. Vitrines de banques, de commerces, et voitures sont passées sous le coup des barres de fer. Pas de pillage, mais une pluie de tract demandant la libération d'un jeune, arrêté en 2007 pour un braquage de banque à Athènes et se revendiquant anarchiste. Selon

les flics, le groupe se serait réfugié à l'intérieur de la faculté de droit d'Athènes où la franchise universitaire interdit à la police de rentrer sur le campus comme elle le veut.

### Des heures d'affrontements à Tours

Samedi 7 mars, une fête « Facebook » était organisée dans le Vieux Tours. Un petit feu de palettes et de cartons a été allumé vers 22 heures, quand les pompiers sont arrivés, un type bien connu de la rue s'est fait arrêter... La BAC a chargé tout le monde, gazé avec leur dégain de cow-boys. Vers minuit une quinzaine de flics en tenue de protection et armés de lacrymos et de Flashball sont arrivés. Conspués, hués et régulièrement pris pour cibles par divers projectiles, ils ont dû reculer. Vers 3 heures, les rues étaient encore pleines de monde et une barricade de poubelles a fait valoir ses flammes sur plusieurs mètres de haut. La police a été largement dépassée par une réelle réaction populaire et spontanée. La rue est au peuple, pas aux chiens de garde de la paix sociale.

### En dehors des sentiers battus

Point commun des récentes grandes manifestations, la volonté étatique de réprimer toute marque de détermination, de radicalisation dans les luttes.

Le 19 mars à Paris, affrontements en fin de manif à Nation... 300 interpellations, 49 mise en examen. Jugement les 6 avril et 4, 5, 9 et 22 mai. Rassemblement pour chaque procès et dès le premier le 6 avril à 9h place St Michel.

À St Nazaire, après de longs affrontements entre manifestants et forces de l'ordre : 8 comparutions immédiates, 7 peines de prison ferme ; 10 autres personnes passeront plus tard en procès, dont 2 maintenues en détention.

À Toulouse, en marge de la manif s'organise une redistribution de nourriture, les flics chargent les manifestants qui bloquent le Monoprix. « On était contre la ligne des CRS. Ils m'ont tiré dessus alors que j'étais à moins de dix mètres d'eux. » D'un tir de « lanceur de balle de défense » (super flashball en cours d'expérimentation) Joan, étudiant, a perdu l'usage de son œil.

### Strasbourg, ville bunkerisée

« Zone rouge », 40 000 habitants du centre-ville fichés, près de 25 000 policiers et militaires français et allemands, hélicoptères et drone... À Strasbourg, ville bunkerisée, les hordes armées du capital s'en donnent à cœur joie pour défendre la machine de guerre de l'OTAN. La pression policière se fait sentir rapidement, multiplication des contrôles d'identité, survol du village anti-Otan de nuit et en stationnaire par des hélicoptères équipés de projecteurs surpuissants, manifestants bloqués aux frontières... Après la nouvelle de la mort d'un opposant au G20 à Londres, une manifestation contre la répression s'organise le 2 avril. La police tente un blocage, la tension monte, deux jeeps militaires qui passaient sont attaqués, quelques commerces puis un commissariat. En réponse : matraquages, tirs de flashball, braquages au fusil, poursuites dans les bois, traques par hélicoptère... Le samedi près de 30 000 manifestants et de nouveaux affrontements, lacrymo, canons à eau, ancien poste frontière en flammes, barricades... En tout plus de 300 interpellations. Le dimanche, contrôles et fouilles systématiques au village autogéré.

### Lyon : répression à bio-pognon

Le 9 mars une manifestation a contesté la tenue du « forum biovision » (qui a comme but la « marchandisation du vivant »). Après une offensive pour atteindre la salle de conférence, la manif est réprimée. Bilan : 5 blessés dont un nécessitera l'arrivée des pompiers et 3 arrestations. Au procès, le procureur a réclamé respectivement 3, 2 et 1 mois de sursis, ainsi que 100 euros chacun d'amende pour refus de fichage ADN et 4 800 euros d'indemnités à payer solidairement. Verdict le 24 avril au TGI de Lyon. Un collectif de soutien aux inculpés de biovision a été créé.

### Air biométrie

Après avoir été à la pointe dans l'expulsion des sans-papiers, Air France se spécialise aussi dans le fichage technologique en testant une nouvelle carte sur ses plus fidèles passagers,

« Smartboarding ». Cette carte individuelle contiendra des informations biométriques telles qu'empreintes digitales, nom... sur une puce RFID (lisible à distance par ondes radio) dans laquelle sera chargée la carte d'embarquement. Nouveau palier, sachant qu'Air France avait déjà développé la carte d'embarquement sur téléphone portable qui sera étendue, à partir du 10 avril, aux avions au départ de Paris vers la province et l'Europe.

### « France : des policiers au-dessus des lois » le rapport que l'on attendait plus...

... et dont le titre est explicite. On ne peut que se féliciter de la parution de ce rapport, même si nous croyons que les violences policières et leur impunité sont propres au système. La « commission indépendante » proposée par Amnesty ne changera donc rien quant au fond.

À lire : <http://www.amnesty.fr/despoliciersaudessusdeslois>



### « Ici et là-bas, résistons ! »

Le Forum Tous Dehors, sur la question des sans-papiers se tiendra à la Parole Errante à Montreuil les **25 et 26 avril**. <http://cspmontreuil.unblog.fr/>

### S'organiser face aux expulsions

Un document audio en plusieurs langues pour informer les sans-papiers sur leurs droits et les moyens d'échapper à l'expulsion disponible sur <http://www.rfpp.net/spip.php?rubrique11>

### Contre le plan 1 000 cameras à Paris !

MAM qui vient de recevoir le prix Big Brothers Awards pour l'ensemble de son œuvre le 4 avril, a entre autre décidé de tripler la vidéosurveillance en France. Paris, surtout vidéosurveillé sur les axes routiers, entre dans un premier plan de 1 000 caméras (avec le soutien de Delanoë). Une opposition s'est fédérée dans un collectif « démocratie et libertés pour organiser réunion, pétition, actions ». Cet objet non identifiable regroupe militants, associations de quartier et partis politiques dans un joyeux souk. Réunion publique le 29 avril au 17 rue leopold bellan métro Sentier.

### ➤ On lâche pas ! (9<sup>ème</sup> mois de détention)

En Mars, 3 autres inculpés de l'incendie du CRA de Vincennes ont été libérés. Pour eux le « cauchemar » de la détention provisoire est fini, mais ils restent tous inculpés et trois autres sont encore en taule : Mahamadou, Moïse et Ali. **Concert de soutien le 17 Avril à la CIP, 14-16 quai de charente, 75019, à 19h. Pour leur écrire, soutenir financièrement, la pétition exigeant leur libération <http://resistons.lautre.net/>.**